

et qu'il modifiera ses priorités, afin que les projets entrepris soient vraiment dans l'intérêt des citoyens, car ce sont eux qui paieront la note. Comme on doit dépenser des milliards de dollars d'ici l'année prochaine, j'exhorte le gouvernement à réviser ses priorités afin d'édifier un Canada meilleur.

Le président suppléant (M. Blaker): Questions, réponses, observations, débat.

M. Robert Bockstael (Saint-Boniface): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je participe au débat sur le budget. Depuis que le ministre des Finances (M. Lalonde) nous l'a présenté à la Chambre le 19 avril, les Canadiens estiment que ce budget stimulera l'économie. Il leur a redonné espoir, car c'est un budget orienté vers le peuple. C'est un budget pour les citoyens du Canada. Il est positif et objectif et il répond aux besoins de l'heure.

Des voix: Bravo!

M. Bockstael: Il s'agit d'un budget raisonnable qui prévoit de l'argent pour stimuler l'économie et créer des emplois sans trop alourdir le déficit.

Ces derniers jours, les députés de l'opposition ont déclaré, d'une part, qu'il ne fallait pas accroître le déficit et, d'autre part, que nous n'avions pas prévu assez d'argent pour stimuler l'économie. Ce sont des propos contradictoires. Ils ne peuvent gagner sur tous les tableaux. J'estime que le ministre des Finances a su trouver le juste milieu.

Les citoyens doivent être très satisfaits de voir que le taux d'inflation est à son niveau le plus bas depuis trois ans. De même, les taux d'intérêt que nous devons payer sur l'argent que nous empruntons pour réaliser des projets domiciliaires ou pour acheter ce dont nous avons besoin, sont plus bas qu'ils ne l'ont jamais été depuis trois ans.

Certains disent qu'il y a à cela plusieurs raisons. Il y a par exemple le programme d'austérité du gouvernement fédéral qui donne les résultats attendus. Les Canadiens remarquent que le secteur public et les gens qui comptent sur les programmes du gouvernement sont assurés cette année d'une hausse de 6 p. 100, et l'année prochaine d'une hausse de 5 p. 100. C'est plus que ce que nous pouvons dire du secteur privé. Au sein du secteur privé, les gens qui exercent des professions libérales et qui sont soit à leur compte soit à l'emploi d'entreprises de fabrication touchent des salaires qui sont bloqués. Certains ont même dû accepter des diminutions de salaires. D'autres ont dû accepter le travail partagé. Les gens qui travaillent quatre jours par semaine et qui touchent des prestations dans le cadre de ce programme doivent en remercier le gouvernement qui a mis ce programme en œuvre et qui leur vient en aide dans ces moments difficiles.

• (1630)

Un budget est à peine déposé que l'opposition s'empresse de le critiquer et de le dénigrer. Mais comme l'opposition trouvait peu de chose à redire au sujet du dernier budget, elle s'est permis de critiquer le procédé suivi. C'est ainsi que lundi dernier, le député de Bow River (M. Taylor), je vous renvoie à la page 24835 du *hansard*, a dit ceci:

Je suis, bien sûr, en faveur des mesures budgétaires qui encouragent les Canadiens à travailler et qui sont susceptibles de nous sortir du gâchis actuel, mais certaines mesures budgétaires qu'on nous propose sont mauvaises.

Je répète que le rôle de l'opposition est de critiquer le budget. Étant du parti ministériel, je vois beaucoup de bonnes

Le budget—M. Bockstael

choses dans ce document. Un budget fédéral est un phénomène naturel. Il laisse indifférentes certaines personnes. Il y a ceux qui pensent qu'il est bon et ceux qui disent qu'il est mauvais. La raison est qu'en considérant le budget, ils ont ceci à l'esprit: «Que fera-t-il pour moi? Est-ce que je vais en bénéficier?»

Le dernier budget tient compte des besoins des personnes âgées, des travailleurs, de leur famille, des jeunes, des syndiqués, des petites entreprises et offre des stimulations à l'investissement. En somme, il faut l'examiner en se demandant: comment notre pays va-t-il en profiter?

Un vieux monsieur de ma circonscription me disait qu'il était déçu du budget. Il touche une augmentation de 6 p. 100, mais il est contre les taxes perçues sur deux choses qu'il aime: la boisson et le tabac. C'est une critique bien peu sérieuse d'un budget qui oriente notre pays vers la reprise.

Le ministre des Finances a dit dans son exposé budgétaire que son premier objectif était d'assurer une reprise soutenue et que son souci primordial était de trouver des emplois à ceux qui veulent travailler. Voilà pourquoi le ministre a décidé de débloquer 710 millions sur deux ans pour des programmes de création directe d'emplois.

Nous savons tous que les progrès techniques rendent certains métiers désuets. Un article paru dans le numéro du lundi 25 avril du *Free Press* de Winnipeg disait ceci:

Les robots vont modifier radicalement le rôle des ouvriers d'usine...

On précise que des modifications de structure vont faire disparaître certains emplois pour de bon. Nous devons envisager cette réalité. Au temps de ma jeunesse, Saint-Boniface comptait trois forgerons. Tous trois ont disparu en l'espace de 20 ans. De nos jours, à cause des nouvelles techniques, des métiers disparaissent en quelques mois. On ne peut créer des emplois inutiles. Ceux qui occupent ou ont déjà occupé un emploi saisonnier savent que la saison terminée, ces emplois n'existent plus. J'ai 33 ans d'expérience dans le bâtiment. Ayant été entrepreneur, quand j'avais terminé un contrat et que je n'avais pas réussi à en obtenir un autre, ce n'était pas facile mais je devais congédier mes ouvriers. Je ne pouvais créer de l'emploi à partir de rien. C'est la demande qui fait les emplois. Et c'est la raison pour laquelle le gouvernement a décidé d'agir sur deux fronts. D'abord, lancer des projets qui créeront de l'emploi immédiatement. Ensuite, développer nos ressources humaines. Je félicite le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) d'avoir anticipé nos besoins futurs. Nous avons ajouté 155 millions pour développer nos ressources humaines, ce qui porte notre effort à 1.2 milliard. Nous allons offrir des programmes de formation et de recyclage pour ceux dont le métier n'est plus en demande. Prenons le cas du logement, un besoin fondamental de l'être humain. C'est aussi un droit fondamental. Je suis heureux de signaler que le logement recevra un montant additionnel de 355 millions. Les mises en chantier vont bon train et continueront de progresser car dans le cadre du programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété, chaque nouveau logement fera l'objet d'une subvention de \$3,000, nous ajoutons 30 millions d'argent neuf ce qui, nous l'espérons, pourra prolonger le programme jusqu'à la fin de mai. Si les fonds sont épuisés avant la fin de mai, ce sera la fin du programme; autrement, le programme prendrait fin de toute façon le 31 mai.